

Construction des mémoires en France		
<p>1954 -62 <b>L'élaboration des mémoires</b></p>	<p>1962 -1990 <b>Le temps de l'oubli officiel et de l'émergence des mémoires éclatées</b></p>	<p>1990 – 2011 <b>Du réveil au choc des mémoires : l'impossible consensus national et le cloisonnement des mémoires</b></p>
<p>Une mémoire collective dès le départ éclatée entre les partisans de l'Algérie française, ceux de l'indépendance de l'Algérie, et la majorité silencieuse de ceux qui ont évolué, troublés par des sentiments confus et contradictoires. Ces 3 groupes, se retrouvent dans toute la société française, des deux cotés de la méditerranée.</p> <p>Très vite des récits de la guerre s'élaborent autour de groupes particuliers qui la vivent depuis le territoire français : les civils, les militaires, les appelés, les officiers, les activistes de l'Algérie française dans l'OAS, des intellectuels témoins, les travailleurs algériens en Métropole...ces récits se confrontent et divergent. Ils sont recueillis collectés.</p> <p>- <b>Manifeste des 121</b> du 6 septembre 1960 - Patrick Kessel et Giovanni Pirelli <i>le Peuple algérien et la guerre , lettres et témoignages 1954 -1962</i> publié en 1962 chez Maspero</p>	<p>- Contexte fortement problématique de frustrations nationales accumulées mais aussi de questionnement sur les valeurs de la République (formes terroristes de certaines actions, répression indifférenciée, banalisation torture) ; contexte de guerre froide (mémoires militantes, engagées où la défense d'intérêt nationaux d'une part se heurte au principe de l'autodétermination des peuples affirmé et défendu par l'ONU) et enfin contexte de la mise en place du pouvoir gaulliste dans ces difficultés : il s'agit donc de dépasser le conflit dans <b>l'oubli officiel</b> (lois d'amnistie), silence sur les événements les plus troubles qui peuvent choquer l'éthique républicaine.</p> <p>-Amnistie totale des condamnés de l'OAS en 1968-1982</p> <p>- Pas de commémoration officielle car pas de mémoire consensuelle et pas de consensus sur le sens à donner à cette commémoration.</p> <p>- Publication de témoignages, de souvenirs d'acteurs du conflit : une mémoire entretenue par des groupes partisans qui y trouvent leur légitimité : organisation de la mémoire des anciens combattants, entretien de la mémoire « pied noirs », émergence de la mémoire des harkis, des jeunes issus de l'immigration algérienne dans les années 1980.</p>	<p>-Réveil des mémoires dans les années 1990 dans la presse notamment, des mémoires principalement favorables à la colonisation qui profitant du contexte de la guerre civile des années 1990 dévalorisent l'Algérie indépendante.</p> <p>- <i>Et ils sont devenus harkis , de Mohand Hamoumou</i>,1993 : (la mémoire des harkis)</p> <p>-Réhabilitation de la mémoire des victimes du 17 octobre 1961 en 1997 suite au Procès Papon, inauguration lieu de mémoire à Paris.</p> <p>- Reconnaissance du terme de guerre d'Algérie par le Parlement français le 18 octobre 1999.</p> <p>- Travail journalistique qui fait resurgir la mémoire des victimes de la torture au début des années 2000 : récit de la militante algérienne Louissette Ighilahriz, aveux du général Aussaresses, regrets du général Massu, contredits par le général Bigeard, qui nie tout en bloc... la question de la torture divise.</p> <p>Déferlement mémoriel (stèles, plaques, noms de rues...)</p> <p>-Tentative officielle de réconciliation franco algérienne en 2003 abandonnée suite au vote, sur la pression de groupes favorables à l'Algérie française, de la loi du 23 février 2005 sur les « aspects positifs de la colonisation ».</p> <p>Malgré son abrogation par J. Chirac en 2006, cet épisode a ravivé <b>une guerre de mémoires</b> : aucun accord sur une date de commémoration entre le 19 mars et le 5 décembre.</p> <p>- Malgré un discours du président Sarkozy sur les fautes de la colonisation française prononcé à Alger en 2007, malgré de « petits pas » («échanges archives audiovisuelles en 2007 entre les deux pays), pas de consensus national sur cette question qui reste vive, qui divise les forces politiques et qui empêche toute réconciliation durable avec l'Algérie.</p> <p>B. Stora parle d'un « durcissement de la mémoire » et de la nostalgérie en liaison aussi avec la perte d'influence du gaullisme en France.</p>
Le travail des historiens		
<p><b>Des historiens « engagés » qui écrivent l'histoire immédiate</b></p>	<p><b>Des historiens qui viennent éclairer ce qui est occulté mais des archives fermées</b></p>	<p><b>Des historiens qui veulent dépasser le cloisonnement des mémoires</b></p>
<p>Le récit se veut documenté, prouvé, le recueil d'archives de preuves doit permettre d'établir des faits. Il s'agit dans cette période de conflit d'établir les faits pour valider ou non les récits recueillis.</p> <p>Pierre Vidal Naquet « <i>la raison d'état</i> »1962 (sur l'affaire Audin)</p> <p>Pierre Nora <i>les français d'Algérie</i> 1961</p>	<p>- 1966 : <i>La Bataille d'Alger</i>, film de Gilles Pontecorvo</p> <p>-1968 :Yves Courrière, « <i>la Guerre d'Algérie</i> » première histoire de la guerre d'Algérie en 4 volumes : l'historien interroge des acteurs français et algériens</p> <p>- 1972 <i>Avoir 20 ans dans les Aurès</i> R. Vautier,</p> <p>- 1972 Pierre Vidal Naquet <i>La Torture dans la république</i></p> <p>- 1973_C.Robert Ageron <i>Politiques coloniales au Maghreb</i> 1973</p> <p>- <b>1<sup>re</sup> colloque sur la Guerre d'Algérie et les français en octobre 1988</b> (sans interférence de l'état), actes publiés en 1990 aux éditions temps présent</p>	<p>Eclairer les faits méconnus, faire progresser la recherche scientifique pour dépasser des récits cloisonnés et faire consensus</p> <p>- 1991 <i>La Gangrène et l'oubli</i> de B.Stora : dénonce le non dépassement de la mémoire</p> <p>- 1992 : ouverture de la majorité des archives publiques sur la guerre d'Algérie : un sujet d'histoire comme les autres</p> <p>- 1997 : C. Robert Ageron <i>la guerre d'Algérie et les algériens</i></p> <p>- <b>En 2004 sort un ouvrage de référence <i>La guerre d'Algérie La fin de l'amnésie. Une trentaine d'historiens français et algériens travaillent ensemble pour la rédaction de ce livre d'histoire sous la direction de B. Stora et M. Harbi.</i></b></p> <p>-Raphaëlle Branche travaille sur la torture 2001, Sylvie Thénault sur la justice</p> <p>-<i>La guerre d'Algérie expliquée à tous</i>, Seuil, mars 2012, B. Stora</p>

Construction des mémoires en Algérie		
<b>1954 -1962 : Une mémoire plurielle des évènements se construit</b>	<b>1962 -1988 : « Un seul héros, le peuple » L’hypercommémoration</b>	<b>1988 à nos jours Un mémoire plurielle difficile, une mémoire officielle dominante</b>
Des récits pluriels des évènements se construisent et évoluent : ceux des groupes de combattants du FLN, ceux des harkis ou des supplétifs, ceux des européens d’Algérie, eux-mêmes divisés, ceux des combattants du FLN de l’extérieur, ceux du MNA, des activistes de l’OAS...	Contexte de la mise en place d’un nouvel état qui se légitime dans l’hypercommémoration d’une guerre de libération et de ses héros : une mémoire officielle mais qui passe sous silence des pans entiers de l’histoire. Le FLN construit sa légitimité sur son rôle fondateur dans le conflit de libération nationale. Mémoire instrumentalisée, Mise en place d’un mémoire officielle et d’un panthéon officiel (sélection des héros et des oubliés) ; oubli des épisodes les plus scandaleux de cette lutte, vision nationaliste et uniquement héroïque de la guerre. Intensification à partir de 1970 pour diffuser et consolider une identité nationale fondée sur l’exaltation de la lutte anticoloniale (fêtes nationales des 1 <sup>er</sup> novembre, 19 mars, 5 juillet, 20 août, monuments...). Une mémoire nationale officielle qui s’appuie sur des chiffres erronés et des affirmations uniquement accusatoires pour la France	Dans le contexte de la fin du parti unique et de la disqualification des élites issues de la lutte colonialiste, enrichies et captatrice du pouvoir, après 1988, libéralisation temporaire du régime et résurgence de la tradition orale, réapparition de récits de groupes politiques condamnés autrefois au silence. Demande sociale de vérité, sur tous les épisodes sombres de la guerre. Puis, contexte de la guerre civile de 1992 à 1998 : instrumentalisation de la mémoire de la guerre de libération par les groupes islamistes et par l’état (la violence légitime le pouvoir en 1962 pourquoi pas en 1992...). Publication après 1998 de nombreuses témoignages sur les violences de la « première » guerre d’indépendance Mai 1990 : création d’une fondation du 8 mai 1945 qui réclame à la France la reconnaissance de sa culpabilité dans la répression de Sétif mais aussi dans tous les crimes commis contre le peuple algérien entre 1830 et 1962, crimes qualifiés de « crime contre l’humanité ». -Demande officielle depuis 2000 du gouvernement algérien d’une repentance de la France et d’une aide pour cette raison dans la lutte contre le terrorisme islamique : une mémoire officielle qui continue de s’affirmer par opposition à la France.
Travail des historiens		
<b>Quelle histoire algérienne ?</b>	<b>Des historiens plutôt au service d’un projet politique</b>	<b>La difficulté persistante d’un travail historique</b>
Des nombreux intellectuels s’engagent dans le soutien à l’émancipation du peuple algérien. <b>Jean Amrouche</b> , kabyle, chrétien, poète, journaliste, s’engage auprès du FLN. <b>Albert Camus</b> , européen d’Algérie qui dénonce les inégalités, les effets de la colonisation mais refuse les méthodes du FLN. <b>Henri Alleg</b> publie <i>la Question</i> (sur la torture) en 1958 <b>Mouloud Feraoun</b> instituteur, écrivain algérien <i>Le fils du Pauvre 1954, les chemins qui montent_1957</i> (assassiné en 1962 par l’OAS) <b>André Mandouze</b> <i>La révolution algérienne par les textes</i> , Paris, Maspero, 1961.	Un contexte peu favorable à un travail historique. -Des historiens soumis à un contrôle par les institutions particulièrement après l’arabisation de l’enseignement de l’histoire après 1966. -A partir de 1970, le colonel Boumédiène ordonne une collecte systématique des témoignages et documents pour que l’histoire de l’Algérie soit « écrite plus tard » par des algériens. - Pourtant des historiens algériens se forment soit en France soit en Algérie avec des coopérants français : - <b>Mohammed Harbi</b> emprisonné par Boumédiène réfugié en France, publication à partir 1975 -1981 sur l’histoire du FLN - <b>Mahfoud Kadache</b> : Thèse <i>le Nationalisme Algérien 1919 à 1951</i> travaille en Algérie 1984 : Premier colloque international sur le retentissement de la révolution algérienne organisé à Alger mais contrôlé par le gouvernement	Des progrès réalisés après 1988 qui permettent aux historiens une certaine liberté : <b>Djamila Amrane-Minne</b> , <i>Les Femmes algériennes et la guerre de libération nationale, 1954-1962</i> , 1989 <b>Hassan Remaoun</b> <i>D’une rive à l’autre : la guerre d’Algérie de la mémoire à l’histoire</i> , Paris, Syros, 1993 <b>Mahfoud Kaddache</b> : <i>Histoire du nationalisme algérien 1919-1951 : tome 2</i> (2003) Mais la guerre civile contre les islamistes à partir de 1992 a rendu très compliqué tout travail de recherche.  La presse algérienne rend compte désormais de colloques ou de rencontres organisés en dehors du contrôle de l’état -en 2007, l’INA et la télévision publique algérienne (EPTV), signent un accord de libre accès pour l’Algérie aux documents audiovisuels datant de 1940 à 1962. - <b>Les archives algériennes continuent d’être inaccessibles au travail des historiens</b>  <b>La guerre d’Algérie reste un marqueur des relations franco algériennes contemporaines, l’enjeu mémoriel empêche un travail historique serein.</b>